



Signataires : Stéphane Florey, Yves Nidegger, Michael Andersen, Marc Falquet, Florian Dugerdil, Lionel Dugerdil, Virna Conti, Julien Ramu, Patrick Lussi, Christo Ivanov, Daniel Noël

Date de dépôt : 7 mai 2026

Projet de loi
modifiant la loi sur le financement de la solidarité internationale
(LFSI) (D 1 06) (Prise en considération des efforts déployés sur le
territoire genevois)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 **Modification**

La loi sur le financement de la solidarité internationale, du 4 octobre 2001,
est modifiée comme suit :

Art. 2 **Moyens (nouvelle teneur)**

Pour concrétiser l'objectif mentionné à l'article 1, la République et canton de
Genève consacre 0,1% de son budget annuel de fonctionnement à la
solidarité internationale, particulièrement en soutenant des projets de
coopération, d'aide au développement, de promotion de la paix et de défense
des droits sociaux et de la personne.

Art. 2 **Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la
feuille d'avis officielle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

La constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 (Cst-GE ; rs/GE A 2 00), consacre à son article 146 l'engagement du canton en faveur de la solidarité internationale. Cette disposition constitutionnelle reprend un principe de la loi sur le financement de l'aide internationale (LFSI) (D 1 06), adoptée en 2001 par le Grand Conseil et sur laquelle se fonde la politique cantonale en matière de solidarité internationale.

La LFSI prévoit à son article 1, que « la République et canton de Genève, en tant que cité internationale reconnue pour sa vocation de défense de la paix et de coopération internationale, s'engage à mener une politique active en faveur de la solidarité internationale ». « Pour concrétiser l'objectif mentionné à l'article 1, la République et canton de Genève consacre au moins 0,7% de son budget annuel de fonctionnement à la solidarité internationale, particulièrement en soutenant des projets de coopération, d'aide au développement, de promotion de la paix et de défense des droits sociaux et de la personne » (art. 2).

Dès l'entrée en vigueur de la loi, l'objectif de consacrer 0,7% du budget de fonctionnement de l'Etat à la solidarité internationale est apparu comme irréaliste. Ce chiffre fait référence à un objectif décrété par les Nations Unies en 1970, soit plus de 30 ans avant l'entrée en vigueur de la loi. Ni la Confédération ni aucun autre canton ne sont parvenus à atteindre un tel objectif.

Un quart de siècle après l'entrée en vigueur de la LFSI, le canton de Genève n'est jamais parvenu à dépasser le seuil de 0,2%. A titre de comparaison, les autres cantons suisses, à l'exception de Berne (env. 0,1%), y consacrent moins de 0,05% de leur budget. Pour que Genève atteigne ce chiffre de 0,7%, il faudrait, sur 11 milliards de charges de fonctionnement, dépenser 77 millions de francs annuellement.

A cela s'ajoute la forte croissance des charges de fonctionnement de l'Etat de Genève entre 2002 et aujourd'hui. En 2002, année de l'entrée en vigueur de la LFSI, les charges de l'Etat de Genève s'élevaient à 6,7 milliards de francs¹. En raison de la croissance dite « mécanique » des charges, ces dernières ont régulièrement progressé pour atteindre 11,2 milliards de francs au projet de budget 2026, deuxième version.

¹ <https://ge.ch/grandconseil/data/loisvotee/L08572.pdf>

Depuis l'entrée en vigueur de la LFSI, le canton de Genève n'est jamais parvenu à atteindre l'objectif de 0,7% fixé par la loi. Toutefois, le canton ne manque pas de déployer d'importants efforts financiers en matière d'aide sociale, notamment en octroyant des prestations à près de 9500 personnes relevant de l'aide aux migrants ou aux plus de 50% de bénéficiaires étrangers de prestations de l'Hospice général². Les efforts de la collectivité ne se limitent de loin pas à l'octroi des seules prestations financières et comportent, par exemple, la réalisation de logements d'utilité publique, dont bénéficient également de nombreuses personnes résidant à Genève depuis moins de quatre ans.

Pour toutes ces raisons, le présent projet de loi propose de corriger une loi qui n'a jamais été appliquée en fixant à 0,1% du budget de fonctionnement le montant alloué à la solidarité internationale.

Au vu des présentes explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de bien vouloir réserver un bon accueil au présent projet de loi.

² <https://rapportsannuels.hospicegeneral.ch/2024/wp-content/uploads/2025/04/Rapport-annuel-2024-Statistiques-et-indicateurs.pdf>